

-----  
Direction de l'Administration Générale  
et de la Réglementation

-----  
2ème Bureau

-----  
AK/EV

LE PREFET DE LA MEUSE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Direction régionale de l'industrie  
et de la recherche

-----  
Dossier d'autorisation n° 2473-7

Arrêté n° 90-3700

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et du titre Ier de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution et notamment ses articles 18 et 20,

Vu le décret n° 87-279 du 16 avril 1987 relatif aux conditions d'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, ensemble le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application, notamment son article 2,

Vu l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

.../..

Vu la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs,

Vu l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations classées, complétée et modifiée par la circulaire ministérielle du 20 septembre 1985 pour l'application de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées,

Vu l'instruction ministérielle du 9 novembre 1989 relative aux dépôts aériens existants de liquides inflammables,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet 1976 modifié autorisant la société I.C.I. FRANCE S.A. à exploiter sur le territoire de la ville de VERDUN - écart de BALEYCOURT - une usine de fabrication de produits chimiques,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2473-2 du 7 décembre 1983 modifiant l'arrêté 2473 du 5 juillet 1976 susvisé en ce qui concerne le dépôt de liquides inflammables,

Vu la lettre du 21 novembre 1989 de la société I.C.I. C et P FRANCE S.A. - département de BALEYCOURT à VERDUN - relative à l'état actuel de l'ensemble des produits stockés, matières premières et produits finis, ainsi qu'à la mise à jour des quantités et leur affectation et des points d'éclair des différents produits permettant leur classement au titre des produits inflammables,

Vu les rapport et propositions de l'inspecteur des installations classées (direction régionale de l'industrie et de la recherche),

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 30 août 1990,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

.../...

A R R E T E  
-----

Article Premier

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral 2473-2 du 7 décembre 1983 sont abrogées.

Article 2

L'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet 1976 est complété et modifié ainsi qu'il suit :

- 1) L'article 2-alinéa "dépôt de liquides inflammables" est modifié de la manière suivante :

"Un dépôt de liquides inflammables divers en 4 groupes de réservoirs :

- a) Groupe principal : 2.746,5 m3 de liquides en 33 réservoirs d'alcools de catégories C et D;
- b) Groupe céréclor : 132,5 m3 de liquides inflammables en 6 réservoirs, 1 réservoir de 95,7 m3 de paraffine C18 et 1 réservoir de 150m3 de paraffine C24;
- c) Groupe de 400 m3 en 2 réservoirs d'anhydride phtalique;
- d) Groupe de 299 m3 en 2 réservoirs de paraffine C14.

Le paragraphe e) est supprimé et le reste inchangé.

- 2) Le paragraphe A de l'article 15 est modifié comme suit :

A) Matières premières :

1°) Groupe principal de 2.746,5 m3 d'alcools divers en 33 réservoirs;

2°) Groupe céréclor de 132,5 m3 de liquides inflammables en 6 réservoirs, 1 réservoir de 95,7 m3 de paraffine C18 et 1 réservoir de 150m3 de paraffine C24;

.../...

3°) Groupe anhydride phtalique de 400 m3 en 2 réservoirs;

4°) Groupe paraffine C14 de 299 m3 en 2 réservoirs;

Le paragraphe 5°) est supprimé et le reste inchangé.

3) L'article 17 est complété par un 2è alinéa ainsi conçu :

"Pour le groupe principal (dépôt d'alcools), la plate-forme des pompes de transfert et d'alimentation sera rendue totalement imperméable et étanche et elle sera aménagée en cuvette de rétention capable de retenir les égouttures et écoulements accidentels."

4) L'article 45 intitulé "Protection des eaux" est complété par l'alinéa suivant :

"-un dispositif de protection (disconnecteur, bache de rupture...) sera placé à l'entrée de l'usine sur le réseau d'alimentation en eau (réseau de distribution publique) pour éviter tout retour accidentel sur ce réseau."

5) Il est ajouté un article 52 bis ainsi rédigé :

#### Article 52 bis - NUISANCES ACCIDENTELLES

En cas de nuisances accidentelles ou d'événement important compromettant le fonctionnement des dispositifs mis en oeuvre pour assurer la protection de l'environnement, la Société adressera sous 15 jours, à l'inspection des Installations Classées, un compte rendu détaillé sur l'origine de l'accident et sur les mesures prises. Cette disposition vient en complément de la déclaration immédiate qui doit être faite à l'inspection des Installations Classées des incidents et accidents survenus du fait des installations et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

#### Article 3

La Société ICI présentera à Monsieur le Préfet, dans les six mois à compter de la date de parution du présent arrêté, une étude portant sur les délais de mise en conformité de ses installations à l'égard de l'instruction ministérielle du 9 novembre 1989 relative aux dépôts existants de liquides inflammables.

Article 4

- Le secrétaire général de la préfecture,  
- le sous-préfet de VERDUN,  
- le maire de VERDUN,  
- l'inspecteur des installations classées (D.R.I.R.),  
- le directeur régional de l'industrie et de la recherche,  
- le directeur départemental de l'équipement,  
- le directeur départemental de l'agriculture et de la  
forêt,  
- le directeur départemental du travail et de l'emploi,  
- le directeur départemental des affaires sanitaires et  
sociales,  
- le président du conseil général, direction départementale  
des services d'incendie et de secours,  
- le directeur du service interministériel des affaires  
civiles et économiques de défense et de la protection civile,  
- le service départemental d'architecture,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent  
arrêté dont une ampliation sera transmise pour notification au directeur  
général de la société I.C.I. C et P FRANCE S.A. - département de  
BALEYCOURT - B.P. 95 - 55103 VERDUN CEDEX.

BAR LE DUC, le 7 septembre 1990

Le Préfet,

Joël GADBIN

POUR AMPLIATION  
Le Chef de Bureau délégué

*Marqu*  
François MARQUET  
